



COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'AUTOMNE |
13 au 14 novembre 2013

Sorel-Tracy
RÉGION DE LA MONTÉGÉRIE EST



20 JANVIER 2014

PRÉSENTATION DE LA RÉGION HÔTE DE LA MONTÉRÉGIE EST



Activité présentée par :
Annie Morin, adjointe au développement | CRÉ
Montérégie Est
Pascale Vincelette, conseillère en développement
régional, Dossier de la solidarité et de l'inclusion sociale |
CRÉ Montérégie Est

Mmes Annie Morin et Pascale Vincelette nous présentent la démarche concertée de planification stratégique en vue de son 2^e plan quinquennal de développement durable (PQDD 2013-2018) qui propose un modèle intégré des stratégies liées au développement social.

La région de la Montérégie Est est le 3^e territoire en importance au Québec après celles de Montréal et de la Capitale-Nationale et détient une population totale de 632 415 (Statistique Canada, 2011).

La concertation régionale vise l'atteinte de cohésion entre les sphères de l'action et de la réflexion par la composition des 11 comités régionaux de concertation (les CRC), basée sur un triumvirat incluant les trois acteurs suivants : Corporation de développement communautaire (CDC), Municipalité régionale de comté (MRC) et Centre de Santé et de services sociaux (CSSS). Il y a plusieurs rôles reconnus et attendus de la CRÉ et les représentantes régionales mentionnent que ces rôles ont été aussi reconnus sur le terrain lors de la planification stratégique. Ce fut une belle surprise pour elles que les acteurs du terrain et les partenaires les perçoivent ainsi, de se faire reconnaître.

Les outils de développement dans la région de la Montérégie Est reposent sur :

- Plan quinquennal de développement durable (PQDD)
- Comités régionaux de concertation (CRC)
- Ententes spécifiques
- Leviers de développement territorial au plan financier, notamment le Fonds de développement régional (FDR) et les Fonds dédiés issus des divers programmes gouvernementaux.

Les représentantes précisent que le Fonds de développement régional (FDR) fonctionne par appel de projets et ceux-ci doivent être structurants et issus de la concertation. «Quand tu fais cette démarche là, l'argent sort moins vite». Ce constat sur ce type de processus peut créer des insatisfactions au niveau gouvernemental comme nous l'expliquent les représentantes.

La région croit fortement au processus de concertation, de travailler au «nous», dans une optique de changement de pratique et c'est pour cette raison, qu'il est important de

Présentation de la région de la Montérégie Est (la suite)

tirer des apprentissages des démarches passées. Elles donnent l'exemple des démarches dans le cadre du PAGSIS où les comités définissent leur concertation.

Question du public : Quelles ont été les réactions des organismes communautaires?

Les représentantes mentionnent qu'au début ce fut très compliqué, car les organismes communautaires questionnaient les efforts à déployer et parfois, avaient de la difficulté à réaliser l'étape de l'analyse. Et certains milieux ont réagi.

La cohésion et l'arrimage sont nécessaires à l'interne de l'organisation régionale (la CRÉ), afin de créer une logique avec ce que l'on demande aussi sur le terrain, dans les actions. Le maillage financier apporte une plus-value aussi dans la volonté de se concerter, de travailler ensemble. On constate une réelle volonté d'intégration, dans une démarche articulée.

La CRÉ est sensible au fait d'assurer une vision régionale et de prendre le temps pour le développer ainsi que la cohérence des actions, ce qui amène au consensus.

Question du public : C'est très intéressant tout le leadership de la CRÉ, mais est-ce que les élus s'impliquent dans vos démarches?

C'est un défi, mais les effets de la co-présidence (élus, citoyenneté civile, acteurs) au C.A. de la CRÉ favorisent la représentation et l'implication des élus. C'est un peu comme une structure municipale et on perçoit une certaine évolution. Cette structure permet aux élus de mieux connaître la CRÉ et de siéger au conseil. Cette façon de faire est intéressante et donne de la portée aux actions.

Question du public : Le développement social s'exprime par quel comité de coordination?

La vision est de consolider les comités (les bases de la CRÉ) et l'ultime action est de rencontrer les co-présidences en janvier pour donner du sens. Dans ces démarches, il a fallu repartir à zéro parallèlement à une croissance rapide à la CRÉ.

Conclusion de la présentation

Actuellement, le défi se présente dans un contexte de mises à pied ce qui occasionne inévitablement moins de ressources et par conséquent plus de dossiers à gérer. C'est très difficile pour le développement, donc l'équipe des conseillers de la CRÉ doit continuer à travailler ensemble et modifier les pratiques.

La CRÉ est souvent perçue comme un bailleur de fonds, mais au fond, elle est un acteur de changement.

Discussion collective pour conclure la présentation concernant la reconnaissance et la place du développement social au Québec.

Il faut arriver à inscrire les mots développement et social dans le langage, dans nos démarches, dans le développement régional, dans nos approches.

Le développement social est partout à la CRÉ de la Montérégie Est, il est intégré naturellement.

Est-ce que le développement social est souscrit dans une approche ? Ou est-ce qu'il est protégé, inscrit informellement dans les stratégies?

À travers le souci d'intégration à la CRÉ Montérégie Est, qu'est-ce que l'on choisit de dire?

Il faut que ça reste cohérent avec notre vision du développement social. Dans notre conviction de faire avancer le développement social, il est important de nommer cette intégration, mais aussi d'être en mesure de nommer nos stratégies. Et de respecter les valeurs et différences régionales.

Pour information :

Pour suivre l'ensemble de la présentation, [cliquer ici](#).

Site officiel de la CRÉ de la Montérégie Est : <http://www.monteregie-est.org>



Assemblée générale annuelle Tenue le 13 novembre 2013, à Sorel-Tracy

Procès-verbal (non adopté)

Sont présent(e)s :

Paul Bureau, président du RQDS et représentant de la Conférence régionale des élu(e)s de la Chaudière-Appalaches, et

1. *Manon Allard, Centre local de développement (CLD), Abitibi-Témiscamingue*
2. *Valérie Bédard, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale*
3. *Marin Bellemare, Comité de développement social et collectif de Bécancour*
4. *Rafik Boualam, Fondation Lucie et André Chagnon*
5. *Jude Brousseau, administrateur du RQDS, Conférence régionale des élu(e)s de la Côte-Nord*
6. *Nathalie Chiasson, Conférence régionale des élu(e)s de la Vallée du Haut-St-Laurent*
7. *Alain Coutu, Table des partenaires du développement social de Lanaudière*
8. *Gaëlle Derrien, Conférence régionale des élu(e)s de l'Abitibi-Témiscamingue*
9. *Mylene Du Bois, administratrice du RQDS, Conseil régional de développement social des Laurentides*
10. *Laura-Kim Dumesnil, Consortium en développement social de la Mauricie*
11. *France Fradette, vice-présidente du RQDS, Comité régional en développement social Centre-du-Québec*
12. *Lisa Gauthier, chargée de projet au RQDS*
13. *Robert Gaston, Table des partenaires du développement social de Lanaudière*
14. *Flavio Gavidia, trésorier du RQDS, Conférence régionale des élu(e)s de la Capitale-Nationale*
15. *Monica Jekovska, Comité régional en développement social Centre-du-Québec*
16. *Marianne Kaliaguine, Réunir Réussir*
17. *René Lachapelle, Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire*
18. *Chantal Lalonde, Table des partenaires du développement social de Lanaudière*
19. *Élisha Laprise, Fondation Lucie et André Chagnon*
20. *Christiane Lussier, coordonnatrice du RQDS*
21. *Gaëtanne Mauger, Conférence régionale des élu(e)s de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine*
22. *Sophie Michaud, Conférence régionale des élu(e)s de la Capitale-Nationale*
23. *Josie Mongrain, Conférence régionale des élu(e)s de l'Abitibi-Témiscamingue*
24. *Annie Morin, Conférence régionale des élu(e)s de la Montérégie-Est*
25. *Dominique Morin, secrétaire du RQDS, Observatoire estrien en développement des communautés*
26. *Marie-Soleil Pinsonneault, Consortium en développement social de la Mauricie*
27. *Marie-Denise Prud'Homme, Communagir*
28. *Sonia Racine, Communagir*
29. *Dominique Simard, Réseau jamésien de développement social*
30. *Pascale Vincelette, Conférence régionale des élu(e)s de la Montérégie-Est*

1. OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le président du RQDS, Paul Bureau, ouvre l'assemblée générale annuelle à 10h45 en souhaitant la bienvenue aux participants. Le quorum est constitué des membres présents.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Paul Bureau fait la lecture de la proposition d'ordre du jour. Il explique que l'assemblée générale annuelle sera l'occasion pour le conseil d'administration et la permanence de dresser un portrait des travaux réalisés et de soumettre le bilan financier pour l'année 2012-2013, puis de présenter les priorités d'action et les prévisions budgétaires pour 2013-2014. Il mentionne ensuite que les personnes aux postes coopté et jeune seront nommées par les membres élus au conseil d'administration. Les points « 11-Poste coopté » et « 12-Poste jeune » et ne sont donc pas nécessaires dans l'ordre du jour.

Deux points spéciaux se retrouvent notamment sur la proposition d'ordre du jour :

1. Dans la foulée de la *Tournée des régions* en cours et des perspectives qui s'en dégageront, madame Marie-Denise Prud'homme, conseillère chez Communagir et animatrice de la Tournée, tracera l'état d'avancement de cette *Tournée*.
2. Le conseil d'administration convie les membres du RQDS à l'alimenter dans sa réflexion sur le positionnement du développement social. Cette réflexion sera animée en après-midi par madame Sonia Racine de Communagir.

Résolution 2013-11-1 :

« Il est proposé par Chantal Lalonde et appuyé par Pascale Vincelette d'adopter le projet d'ordre du jour en supprimant les points suivants : 11-Poste coopté et 12-Poste jeune. »

Adopté à l'unanimité

3. LECTURE ET ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE DU 13 NOVEMBRE 2012

Paul Bureau vérifie que les membres présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 13 novembre 2012.

Résolution 2013-11-2 :

« Il est proposé par Chantal Lalonde et appuyé par Laura-Kim Dumesnil d'adopter le procès-verbal tel que rédigé. »

Adopté à l'unanimité

4. PRÉSENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉS 2012-2013

La coordonnatrice du RQDS, Christiane Lussier, fait la présentation du rapport d'activités 2012-2013. Le rapport montre à la fois une continuité dans les travaux des quatre orientations du RQDS et un accent porté sur l'aspect des communications : nouvelle identité visuelle du RQDS, mise en ligne de son site Internet, production de la *Synthèse nationale des bilans régionaux*, recueil de *41 initiatives des régions en développement social*, vidéo et guide d'animation *Sur la route du développement social*, annonce d'une Tournée des régions et amorce d'un projet de web documentaire.

Sonia Racine trouve très belle la nouvelle présentation du rapport d'activités.

Résolution 2013-11-3 :

« Il est proposé par Flavio Gavidia et appuyé par Chantal Lalonde d'adopter le rapport d'activités 2012-2013 du RQDS. »

Adopté à l'unanimité

5. PRÉSENTATION ET ADOPTION DES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS 2012-2013

Le trésorier du RQDS, Flavio Gavidia, présente les états financiers vérifiés 2012-2013. Ces derniers reflètent les augmentations aux charges engendrées par le loyer, les télécommunications, le site Internet et les différents outils promotionnels. Cependant, l'excédent à l'actif net a permis une marge de manœuvre confortable.

Selon l'avis de la firme comptable Légaré Lavoie qui les a préparés, « ...ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 30 juin 2013, au 30 juin 2012 et au 1^{er} juillet 2011, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 30 juin 2013 et le 30 juin 2012, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. »

Résolution 2013-11-4 :

« Il est proposé par Flavio Gavidia et appuyé par Gaëlle Derrien d'adopter les états financiers vérifiés 2012-2013 du RQDS. »

Adopté à l'unanimité

6. NOMINATION D'UN VÉRIFICATEUR FINANCIER POUR 2013-2014

Résolution 2013-11-5 :

« Il est proposé par Nathalie Chiasson et appuyé par Laura-Kim Dumesnil de confier au conseil d'administration la nomination d'un vérificateur financier pour l'année 13-14. »

Adopté à l'unanimité

7. PRÉSENTATION DU PLAN D'ACTION 2013-2014 ET ÉTAT D'AVANCEMENT

Les participants ont reçu le [document du plan d'action 2013-2014](#) indiquant l'état d'avancement de chacune des actions inscrites. Christiane Lussier leur en présente une synthèse en mettant l'accent sur les nouveautés, dont une nouvelle orientation sur le positionnement du développement social, des démarches régionales de développement social et du RQDS. L'atelier de réflexion de l'après-midi s'inscrit dans cette orientation.

Des suggestions d'actions nouvelles sont demandées aux participants, qui identifient les suivantes :

- Liens à construire avec les agents de développement ruraux de Solidarité rurale
- Liens à consolider avec la Table Québec-Régions technique pour des sujets d'intérêt communs : Le conseil d'administration du RQDS informe les gens qu'il y a déjà eu en 2010 une présentation faite auprès de la Table Québec-régions technique et une autre dernièrement auprès du coordonnateur du nouveau Réseau des CRÉs. Sa présence à la présente activité d'automne démontre un intérêt certain par rapport au RQDS.
- Maintenir les liens avec le Réseau québécois de revitalisation intégrée (RQRI) : Le RQDS et le RQRI collaborent à quelques actions communes, comme la recherche nationale sur le logement social communautaire, le groupe de réflexion en mobilisation des communautés, la présence de la permanence aux activités et assemblées générales annuelles de chacun. La coordonnatrice du RQDS participera entre autres au [3^e colloque sur la revitalisation intégrée](#) des 18 au 20 mars 2014.
- Penser les suites de la *Tournée des régions* avec les membres du RQDS : Ce sujet sera abordé avec les membres du RQDS lors de l'activité de mai 2014.

Le conseil d'administration informe finalement les participants que des suivis sont prévus avec les directions des trois fonds issus du partenariat entre le gouvernement du Québec et la Fondation Chagnon, avec l'objectif de donner des suites au séminaire de l'automne 2012, organisé conjointement avec ces trois directions et portant sur l'harmonisation et la cohésion des interventions territoriales.

8. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2013-2014

Christiane Lussier présente les prévisions budgétaires 2013-2014.

Les produits comprennent le renouvellement pour une durée d'un an de la subvention liée à l'entente triennale avec le Ministère Emploi, Solidarité sociale (MESS), ainsi que des subventions spéciales ou contributions pour la *Tournée des régions* et pour une recherche nationale sur le logement social communautaire.

La hausse des charges inclut une hausse du loyer et une augmentation des heures allouées à l'alimentation du site Internet, de même que les trois projets ponctuels de web documentaire, de recherche nationale sur le logement social communautaire et de la *Tournées des régions*.

9. NOMINATION DE LA PRÉSIDENTE ET DU SECRÉTARIAT D'ÉLECTION

L'assemblée nomme le président et le secrétaire d'élection.

Résolution 2013-11-6 :

« Il est proposé par Flavio Gavidia et appuyé par Gaëtanne Mauger que Jude Brousseau et Christiane Lussier agissent respectivement à titre de président et de secrétaire d'élection. »

Adopté à l'unanimité

10. ÉLECTIONS DES ADMINISTRATEURS ET DES ADMINISTRATRICES

Les 3 postes du CA en élection sont:

- Le poste détenu par le Centre-du-Québec (France Fradette)
- Le poste détenu par l'Estrie (Dominique Morin)
- Le poste détenu par la Côte-Nord (Jude Brousseau)

Jude Brousseau demande d'abord à l'assemblée que les membres intéressés se manifestent. France Fradette représentante du Centre-du-Québec, Dominique Morin, représentant de l'Estrie, et Nathalie Chiasson, représentante de la Vallée du Haut-Saint-Laurent, se disent intéressés à soumettre leur candidature aux postes en élection.

Jude Brousseau reçoit ensuite les propositions de mise en candidature :

- Pascale Vincelette propose Nathalie Chiasson.
- Chantal Lalonde propose France Fradette.
- Laura-Kim Dumesnil propose Dominique Morin.

Laura-Kim propose la fin des mises en candidature. Jude Brousseau demande à chaque candidat s'il accepte le poste. Dominique Morin accepte. France Fradette accepte. Nathalie Chiasson accepte. Les trois sont donc élus aux postes d'administratrices et administrateur du RQDS.

11. AUTRES AFFAIRES

11.1 État de situation de la *Tournée des régions*

Marie-Denise Prud'Homme, conseillère chez Communagir et animatrice de la *Tournée des régions*, présente l'état d'avancement de la *Tournée des régions*. Six régions sur quinze ont été visitées à date. Près de 250 personnes ont participé à ces rencontres.

Région	Nombre de participants	Contexte de la rencontre
Mauricie	16	Renouvellement de l'entente spécifique; réunion du comité de coordination de l'entente
Lanaudière	64	Renouvellement de l'entente spécifique; invitation large
Centre-du-Québec	29	Invitation large
Montérégie Est	29	Focus-groupe d'intervenants ciblés et équipe de la CRÉ
Laurentides	75	Instauration d'une journée annuelle du DS; Invitation large
Abitibi-Témiscamingue	29	Comité de gestion de l'Alliance pour la solidarité

Le défi du financement et la pérennité des actions a été priorisé à cinq reprises, l'implication du milieu politique à quatre reprises, alors que l'évaluation adaptée et l'hypersollicitation (hyperconcertation) sont revenues dans trois régions.

11.2 Délégation au collège électoral du conseil d'administration de Communagir

Le poste de Jude Brousseau au conseil d'administration de Communagir viendra en élection le 14 novembre prochain. Paul Bureau annonce que Dominique Morin, représentant de l'Estrie, sera le nouveau délégué du conseil d'administration du RQDS au collège électoral de Communagir en vue des élections.

11.3 Échanges sur le positionnement du développement social et du RQDS

Paul Bureau rappelle que lors de l'activité de Tadoussac, des membres du RQDS avaient émis le souhait d'être davantage associés aux travaux du conseil d'administration. Le présent exercice se veut une suite à ce souhait : le conseil d'administration associe l'ensemble des membres du RQDS à une réflexion sur le positionnement du développement social.

Cette réflexion s'avère nécessaire à ce moment-ci à cause de la présence récente de nouveaux acteurs et de nouveaux concepts, de consultations sur lesquelles le RQDS doit se prononcer, de l'entente à renouveler avec le MESS et des résultats préliminaires qui émergent de la *Tournée des régions* en cours.

Un document préparatoire a été transmis aux participants. La réflexion est animée par Sonia Racine, conseillère chez Communagir. Les participants se prononceront, à l'aide d'ateliers en sous-groupes, sur les trois propositions suivantes :

- A- Le développement social est une composante essentielle du développement durable.
- B- Les démarches régionales de développement social sont des actrices incontournables du développement territorial.
- C- Le RQDS est un acteur incontournable du positionnement du développement social et des démarches régionales de développement social.

⇒ Synthèse des échanges des participants sur ces trois propositions.

12. ÉVALUATION DE L'ASSEMBLÉE

Les membres se disent particulièrement satisfaits d'avoir participé aux réflexions du conseil d'administration du RQDS sur la question du positionnement du développement social, des démarches régionales de développement social et du RQDS. Alain Coutu affirme qu'un positionnement solide permettra des avancées pour le développement social et la consolidation des actions et des structures en développement social

Chantal Lalonde a apprécié que l'assemblée générale ait été succincte et qu'elle ait inclus un exercice collectif de réflexion original.

13. CLÔTURE DE L'ASSEMBLÉE

Paul Bureau remercie les participants à l'assemblée générale annuelle. Il annonce aux participants que la prochaine activité printanière se tiendra à St-Jean-de-Matha dans la région de Lanaudière les 15 et 16 mai 2014.

Résolution 2013-11-7 :

« Il est proposé par Jude Brousseau et appuyé par Gaëtanne Mauger de lever l'assemblée générale annuelle à 15h. »

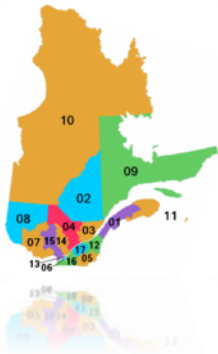
Adopté à l'unanimité

Christiane Lussier
Coordonnatrice du RQDS
Secrétaire d'assemblée

Flavio Gavidia
Trésorier du conseil d'administration du RQDS
Représentant de la Capitale-Nationale

Paul Bureau
Président du conseil d'administration du RQDS
Président d'assemblée
Représentant de la Chaudière-Appalaches

TOUR DE TABLE DES RÉGIONS



Activité présentée par :
Paul Bureau, président du RQDS

DOCUMENT TOUR DU QUÉBEC 2013-2014

03-CAPITALE-NATIONALE (Flavio Gavidia et Sophie Michaud)

La CRÉ de la Capitale-Nationale est en réflexion pour le positionnement et le rôle de la Table régionale en développement social depuis les dernières années. Une première étape se déroulera jusqu'au printemps 2014 afin de réfléchir au processus et de positionner les notions de gouvernance, de développement, des leviers, des forces, bref poser toutes les questions des meilleures pratiques.

[Les résultats de l'évaluation de la démarche Approche territoriale intégrée \(A.T.I.\)](#) dans la région de la Capitale-Nationale sont maintenant disponibles. Pour plus d'informations, consulter le bulletin de la CRÉ Capitale-Nationale

04-MAURICIE (Laura-Kim Dumesnil et Marie-Soleil Pinsonnault)

L'évènement [Pleins feux sur la participation citoyenne](#) a été un franc succès en octobre. Des détails du contenu et des résultats seront donnés dans l'activité du lendemain.

Le Consortium en développement social de la Mauricie est présentement en renouvellement d'une cinquième entente spécifique, avec les partenaires suivants : CRÉ, Centraide, Emploi-Québec et l'Agence de Santé et services sociaux. Les négociations vont bon train, mais ça demeure une démarche «casse-tête» qui dépend beaucoup des partenaires en place, car si l'un se retire, il y a directement un impact sur le montant global de l'entente. Il y a aussi possibilité que les ententes spécifiques deviennent des ententes administratives. Les représentantes questionnent cette façon de faire et les changements inhérents à cette nouvelle forme d'entente.

Au niveau du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), il y a 400 000\$ disponibles pour les projets régionaux. Le caractère structurant au régional permet de développer des projets en sécurité alimentaire («Se nourrir, agir et se développer»), en transport collectif, en habitation (sous l'angle de la salubrité). Ce dernier thème demande encore beaucoup de collaborations intersectorielles, du transfert de connaissances et de l'implication des élus ainsi que des référencements en la matière.

Commentaire : Le comité de logement régional est un acteur important, mais l'important c'est surtout d'avoir une meilleure cohérence entre les différentes instances et de se donner une vision régionale.

05-ESTRIE (Dominique Morin)

L'observatoire estrien du développement des communautés (OEDC) a eu beaucoup d'efforts à apporter depuis les derniers mois. Il a fallu redresser la structure organisationnelle, financière et les ressources aussi de l'OEDC.

Il y a présentement une lutte pour laisser vivre ce développement. L'OEDC est un organisme à part entière, même si la CRÉ est mandataire de l'argent de l'Alliance pour la solidarité. «Pour survivre, il faut rester dynamique». Pour ça, l'OEDC poursuit la démarche de [tableau de bord des communautés](#).

Pour le projet *Initiative en accompagnement et en transfert des connaissances* financé par le volet régional de l'Alliance, il y a une volonté de connecter les acteurs par rapport à des solutions communes et avoir accès à des outils technologiques.

08-ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (Josie Mongrain et Gaëlle Derrien)

La CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue est à penser l'intervention – en démarche de réflexion, de la construction du plan d'action dans le cadre de la structure de l'Alliance, enfin opérationnelle dans la région. On y retrouve 5 instances territoriales et 5 priorités régionales (développement des communautés, petite enfance, réussite éducative, pauvreté, logement). «On est rendu à l'étape de l'arrimage des actions; travailler sur les actions communes».

La structure en habitation est aussi en place pour soutenir le logement social, sensibiliser les élus (ex. adaptation des règles municipales) et promouvoir la construction d'habitation. Une tournée est en cours.

09-CÔTE-NORD (Jude Brousseau)

Le Réseau des partenaires s'est arrêté abruptement en 2011. La région est à développer une démarche régionale de développement social version 2.0 grâce à [l'évènement l'Escale](#).

Il y a aussi la mise en place d'une Commission régionale portant sur l'habitation – ayant comme mandat d'assurer l'équité en termes de logement et de favoriser une approche globale de l'ensemble des problématiques liées à l'habitation propres à la Côte-Nord.

10-JAMÉSIE, NORD-DU-QUÉBEC (Dominique Simard)

Il y a eu le [colloque régional sur le sentiment d'appartenance](#) : Construire son appartenance à la Jamésie, un défi pour moi, pour toi, pour nous!, les 16 et 17 octobre derniers. La recherche de NISKA a permis de faire ressortir les enjeux sur le sentiment d'appartenance, mais aussi sur la mobilisation et le développement durable. Il y a eu la présence de M. Serge Boucher, conférencier. «On sent un malaise et une difficulté pour la population à s'identifier à ce grand territoire»-il y a 3 communautés distinctes.

Le comité de développement social de la Baie-James change de nom pour le Réseau jamésien de développement social. C'est une stratégie d'action dont l'enjeu consiste à

mieux affirmer l'identité de la démarche régionale de développement social, notamment en vue de la signature d'une prochaine entente spécifique 2014-2019.

La création d'un gouvernement régional dans la région du Nord-du-Québec est une innovation et sera paritaire 50% Cris /50% Jamésiens. C'est une approche de développement intégré, le développement d'un modèle unique (laboratoire). La première incidence sera la disparition de la CRÉ, car il y aura une nouvelle administration régionale. Pour l'instant, l'important c'est de bien se positionner.

11-GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE (Gaétanne Mauger)

Le 22 mai 2013 était la mise au monde du RESSORT (Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires) «on crinque le ressort», dont la nouvelle coordonnatrice est Julie Lacasse.

La région s'est dotée d'une stratégie d'établissement durable pour promouvoir le recrutement de familles et combler des emplois : [Comme un poisson dans l'eau](#).

Visionnement d'une vidéo : [Évènement Tournée régionale d'échanges](#).

Il y a maintenant une nouvelle plateforme à consulter : [Site officiel du RESSORT](#).

12-CHAUDIÈRE-APPALACHES (Paul Bureau)

Sur recommandation des membres de la Commission régionale sur le développement social (CRDS), la CRÉ de la Chaudière-Appalaches a adopté, le 27 juin 2013, comme document de référence, le Répertoire des projets régionaux de partenariat en développement social en Chaudière-Appalaches (1999 et 2012). Il contient tous les projets en développement social, associés ou non à la CRÉ.

[La Commission](#) travaille actuellement à se doter d'une vision partagée intersectorielle du développement social régional avec la rédaction d'un plan d'action.

14-LANAUDIÈRE (Chantal Lalonde)

RIP TPDSL : 1999-2014. « [La Table des partenaires en développement social](#) (TPDSL) a débuté les démarches de négociation d'une cinquième entente spécifique en développement social, mais qu'est-ce qui arrive s'il n'y a pas d'entente renouvelée?» Toutes les démarches régionales de développement social sont différentes et gérées aussi différemment. Les négociations s'avèrent difficiles, car la CRÉ ne semble pas vouloir financer le fonctionnement, ni les salaires ni la concertation. Pourtant la TPDSL a été mandatée par la CRÉ pour accompagner les territoires dans le cadre des travaux de l'Alliance pour la Solidarité. C'est pour cette raison d'incertitude dans les régions que les démarches du RQDS au national sont importantes, nécessaires. «Peut-être verrons-nous une mobilisation du haut».

15-LAURENTIDES (Mylène Du Bois)

La région des Laurentides s'est maintenant dotée d'une Table de concertation en sécurité alimentaire régionale (REGAL), où les huit MRC siègent. De plus, cette Table

regroupe tous les partenaires liés à la sécurité alimentaire : Bonne boîte bonne bouffe, les cuisines collectives, les jardins communautaires, les pôles de transformation, les centres de dépannage, les groupes de couponing, etc. Cela dans le but d'offrir un espace d'échanges, de formations, d'informations, de communications et de partage d'outils. À ce jour, la Table s'installe et est à trouver un mode de fonctionnement efficace.

Avec la venue du RQDS dans le cadre de la *Tournée des régions* et l'aboutissement de la recherche-action de Niska sur le développement social dans les Laurentides, le Conseil régional de développement social des Laurentides (CRDSL) en a profité pour organiser une journée du développement social laurentien, rassemblant tous les partenaires régionaux et locaux préoccupés par le développement social de la région. De plus, cela devient le point de départ d'une nouvelle tradition qu'on espère renouveler à chaque année.

Il y a aussi présentement un comité régional en logement dont Sylvie Taillefer est la responsable. C'est un travail «de moine» de recensement par municipalité pour se doter d'outils avant de faire des revendications.

16- MONTÉRÉGIE-EST (Pascale Vincelette)

À la suite d'un recensement complet des entreprises d'économie sociale de la région, la démarche a enfin abouti à un portrait régional : L'économie sociale en Montérégie Est : une force au service de la communauté! L'économie sociale devient un créateur d'emplois et de qualité de vie. [Pôle régional d'économie sociale](#)

Il y a eu récemment le dépôt du Plan quinquennal de développement durable de la Montérégie Est : Nos forces au service du développement durable de la région! [PQDD 2013-2018](#). Il y aussi la mise en place du comité régional des partenaires en habitation et toutes les préoccupations entourant les aînés dans la région.

16-VALLÉE DU HAUT-ST-LAURENT (Nathalie Chiasson)

La création nouvelle du poste de coordination en développement social à la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent permettra une meilleure cohérence régionale.

La structure de la CRÉ est présentée : [Organigramme des postes](#), de même que le modèle de gouvernance dans la région.

Commentaire : Il serait intéressant de collaborer avec M. René Lachapelle de la [Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire](#) (CRCOC) afin de partager les modèles de pratiques et de développement pour soutenir le positionnement. Conserver le partenariat avec le RQDS et pousser sur la question de développement territorial intégré.

17-CENTRE-DU-QUÉBEC (France Fradette)

Durant la dernière année, le Comité régional en développement social (CRDS) du Centre-du-Québec a concentré ses travaux sur deux des principales priorités retenues, soit : 1. Créer des liens avec les producteurs, transformateurs et distributeurs agroalimentaires pour assurer un meilleur approvisionnement en denrées alimentaires; 2. Créer une concertation régionale en aide alimentaire qui sera un lieu d'échanges et d'information entre les organismes du Centre-du-Québec (les bons coups, le financement, l'information, les pratiques, les besoins, les liens avec les autres partenaires, etc.)

Un projet régional « Saines habitudes de vie – volet communautaire Accès/ Bouffe santé » se met en place. C'est la première priorité retenue lors du [Forum en sécurité alimentaire](#) de l'an dernier qui était «Créer des liens avec les producteurs, transformateurs et distributeurs agroalimentaires pour assurer un meilleur approvisionnement en denrées alimentaires». C'est l'organisme Développement bioalimentaire Centre-du-Québec qui est le mandataire régional pour la mise en œuvre du projet. C'est ainsi que trois personnes du comité en sécurité alimentaire du CRDS ont été invitées à collaborer au projet régional dont le cadre d'intervention se définit comme suit : soutenir le développement et le maintien au sein des Ressources en aide alimentaire de la région d'initiatives existantes ou nouvelles répondant aux besoins actuels d'aliments frais (en diversité, en qualité et en quantité suffisante) incluant leur conditionnement et/ou leur transformation.

ACTIVITÉ SOCIALE : UNE PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE DES ACTRICES ET ACTEURS DE PIERRE-DE SAUREL AU MUSÉE LE BIOPHARE

Comme c'est devenu une tradition depuis quelques années au RQDS, nous avons organisé un 5 à 7 d'échange et de réseautage dans un lieu significatif de la région où se déroule l'activité, celle de la Montérégie Est au musée Le Biophare.

Ce musée est une entreprise d'économie sociale, administré par la Corporation soreloise du patrimoine régional. Sa mission consiste à faire découvrir, à interpréter et à mettre en valeur les caractéristiques uniques du patrimoine naturel et humain de la réserve de la biosphère du Lac-Saint-Pierre. Le Biophare est un lieu d'éducation, de promotion et de sensibilisation à l'égard de la beauté, de la diversité, mais aussi de la fragilité de ce lieu unique.

Afin d'être en concordance avec sa mission, ses actions privilégiées sont de faire connaître les caractéristiques exceptionnelles de la réserve de la biosphère du Lac-Saint-Pierre, de favoriser la participation citoyenne, de donner à la population les outils nécessaires afin qu'elle adopte des habitudes de citoyens écoresponsables et de mettre en évidence les bénéfices pour tous d'adopter une pratique du développement durable.

Nous tenons à remercier toute l'équipe du Biophare pour son accueil mémorable.

Et pour en apprendre davantage sur les démarches territoriales de la région de la Montérégie Est, nous avons eu la chance de rencontrer des actrices et acteurs du développement du territoire de la MRC de Pierre-De Saurel. Merci de votre présence!

- **René Lachapelle** | Président de l'Écocollectivité
- **Jean-François Daigle** | Directeur général, Corporation de développement communautaire (CDC) de Pierre-De Saurel
- **Josée Plamondon** | Directrice générale, Centre local de développement (CLD) Pierre-De Saurel
- **Francis Belzile** | Directeur des programmes jeunesse et santé publique, Centre de santé et de services sociaux (CSSS) Pierre-De Saurel
- **Véronique Massé** | Coordonnatrice de la politique familiale, Municipalité régionale de comté (MRC) de Pierre-De Saurel

Sous forme d'une présentation sur le thème : COMMENT UN MILIEU LOCAL QUI EST SOUMIS À DIFFÉRENTES APPROCHES DE DÉVELOPPEMENT PEUT-IL EN SORTIR GAGNANT?, les actrices et acteurs nous ont fait état de leur cheminement en cinq phases très distinctes, posant ainsi les obstacles et les enjeux d'une telle démarche de développement, mais aussi les bons coups et les défis réalisés sur le territoire.

Une période d'échanges s'en est suivie, le tout agrémenté d'un cocktail montérégien et des bouchées locales provenant des Pâtes Sorelli, magasins de fines cuisines italiennes.

La Participation citoyenne : 2 régions en action!

⇒ Présentation de la trousse de formation sur la participation citoyenne :
« Pour une participation citoyenne allumée »

Présenté par : Maïa Poulin, Conseillère chez Niska et ancienne coordonnatrice de l'Observatoire estrien du développement des communautés (OEDC)

[Document de présentation](#)

Le projet pilote Comité Vie de quartier Nord de Sherbrooke a élaboré en 2012 une trousse de formation clé en main sur la participation citoyenne : « Pour une participation citoyenne allumée ». Celle-ci origine de la conscience de l'effritement de la participation citoyenne. La trousse vise à sensibiliser les participants aux diverses formes d'implication citoyenne existantes et à favoriser le développement des aptitudes et des connaissances nécessaires à une participation citoyenne active et influente.

Maïa Poulin explique que la formation est constituée en 3 rendez-vous avec les groupes de citoyens pour travailler sur le :

- MOI, comme individu et citoyen - ce volet touche les sphères sociales, publiques et électorales; les différentes formes de participation, les sources de motivation de l'implication, etc.
- ON, moi et les autres, on s'associe – ce volet touche à la dynamique de groupe (travail efficace, gestion de conflits, phases dévolution d'un groupe, etc.), Comment se dessine la participation? Comment se manifeste le leadership? Comment se donner une vision commune ?
- ENSEMBLE, agissons dans notre milieu – ce volet entre dans les notions de démocratie, de développement des communautés, des ressources du milieu et des lieux possibles pour s'engager.

L'Observatoire estrien du développement des communautés (OEDC), membre du RQDS, a collaboré à la mise en pratique et à la bonification de la trousse de formation. Maia Poulin précise que la formation peut être donnée à des groupes de citoyens dans des contextes multiples et pour un éventail de type de groupe, notamment pour des groupes spontanés et pour impulser une démarche.

La formation est très malléable, ludique et le matériel demeure adaptable selon les besoins et les types de groupe. Maïa Poulin mentionne qu'il est essentiel de s'adresser aux intervenants, car c'est important d'avoir des ancrages forts pour former les groupes.

Les participantes et participants de l'activité d'automne ont eu l'occasion de vivre quelques-unes des animations qui y sont proposées, notamment un atelier de pâte à modeler en sous-groupes de travail. Voici un résumé des commentaires.

Tableau : Échanges suite à l'atelier de pâte à modeler.

Quelles habiletés et attitudes ont facilité la réalisation de la tâche? Est-ce que d'autres ont été nuisibles?	Comment s'est manifesté le leadership au sein de votre groupe ?	Si vous aviez personnellement à refaire l'activité, que feriez-vous différemment?
<p>«Comme un projet qui a une durée, on s'est mis à la tâche, on s'est centré sur les résultats. On n'a pas pris le temps de réfléchir, on a <i>patché</i> à mesure»</p> <p>«On n'a pas pris beaucoup de temps pour partager notre vision. On avait seulement l'objectif d'aller plus haut»</p> <p>Envie de faire de «l'espionnage industriel, de prendre des risques»</p>	<p>Avec beaucoup de spontanéité</p> <p>Habiletés manuelles nécessaires pour le leader du groupe</p> <p>Une communication collaborative</p> <p>Capacité d'influence (climat, contenu, codes et procédures)</p> <p>Place à un résultat créatif</p>	<p>L'enjeu de la planification</p>

Maïa Poulin complète cet échange en précisant qu'il y aura un réel changement dans le groupe si la réalisation des objectifs est volontaire et que le leader est reconnu par le groupe.

«Le premier suiveux est autant leader».

France Fradette note un beau continuum entre cette formation et deux autres documents élaborés au Centre-du-Québec : le répertoire Ma communauté Clés en main et le Guide pour démarrer un projet concerté.

Dominique Morin, actuel coordonnateur de l'OEDC, assurera les suivis sur des demandes éventuelles de déploiement de la trousse. Il serait intéressant qu'une feuille promotionnelle avec les coûts de vente de la trousse et de formation soit élaborée par l'OEDC.

⇒ **Évènement «Pleins feux sur la participation citoyenne en Mauricie »**

Présenté par :

Laura-Kim Dumesnil | Conseillère en développement au Consortium en développement social de la Mauricie

Marie-Soleil Pinsonnault | Conseillère en communication au Consortium en développement social de la Mauricie

Document de présentation (à venir)

Cinq ans après la tenue du Forum citoyen mauricien qui a réuni 3000 participants de la région souhaitant collaborer à leur avenir collectif, le comité de développement citoyen du Consortium en développement social de la Mauricie a tenu en octobre 2013

l'évènement « Pleins feux sur la participation citoyenne en Mauricie », afin de partager des actions inspirantes et des outils de participation citoyenne, tout en offrant des lieux d'échange sur ses enjeux. Les participantes et participants ont donc eu l'opportunité de connaître les faits saillants de cet évènement et d'échanger sur le sujet.

D'entrée de jeu, Laura-Kim Dumesnil parle de la difficulté de diffuser des outils de formation et d'animation. Il est toutefois essentiel de les diffuser pour les faire vivre, mais il faut aussi s'assurer de les animer, de les faire circuler. Elle informe que le comité s'est réinventé en 2012 avec l'arrivée de nouveaux membres et la formulation d'un nouveau mandat dans le but de renouveler les actions : mettre en lumière et soutenir la participation citoyenne locale et régionale et se donner une vision commune de cette dernière.

L'évènement « Pleins feux sur la participation citoyenne en Mauricie » voulait célébrer la participation citoyenne. Il a accueilli 200 personnes, belle illustration d'une mobilisation citoyenne. Marie-Soleil Pinsonneault en résume les différentes activités, dont la première a été un panel sur le thème « L'avenir de la mobilisation citoyenne : défis et clés du succès » qui a réuni quatre leaders en mobilisation citoyenne, soit :

- Leader « jeunesse » : Mme **Martine Desjardins**, chroniqueuse d'actualités, ex-présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FÉUQ)
- Leader « environnement » : **Mme Johane Germain**, présidente de Slow Food Vallée-de-la-Batiscan
- Leader « communautaire » : **M. Renaud Beaudry**, coordonnateur de la Table régionale des organismes communautaires du Centre-du-Québec et de la Mauricie (TROC-CQM)
- Leader « femmes » : **Mme Alexa Conradi**, présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ)

Voici un résumé des commentaires des panelistes :

Il est important d'avoir une démarche pro-active pour aller chercher des gens qui sont loin des instances de pouvoir et aussi de concevoir une mobilisation adaptée à ceux et celles que nous voulons rejoindre, afin de créer un dialogue. Il est essentiel d'impliquer les gens dans la définition du projet, dès le départ pour qu'ils puissent s'exprimer et créer un impact significatif sur les résultats.

«Célébrons nos victoires»

Il y a plusieurs cycles de vie à la mobilisation et il faut prendre le temps de développer notre argumentaire et de le peaufiner en cour de route et faire preuve d'ouverture pour accueillir des nouvelles personnes.

Les participantes et participants à l'évènement ont suivi également une formation sur l'utilisation du WEB 2.0. en participation citoyenne, visant à démystifier l'utilisation des médias sociaux, comme Twitter, toujours en lien avec la mobilisation et la participation citoyenne. Plusieurs questionnements ont été soulevés, notamment Comment mobiliser les gens par l'entremise des réseaux sociaux?, Quelles sont les bonnes pratiques

d'utilisation et les dangers?

Finalement, un atelier a permis la présentation de [6 vidéos faisant la promotion d'initiatives des initiatives territoriales](#) pour stimuler la participation citoyenne dans chacun des territoires de MRC.

Pour les suites possibles, Laura-Kim Dumesnil mentionne la volonté de prévoir un événement dans 5 ans afin de créer un continuum. Toutefois, plusieurs questions seront importantes à se poser d'ici là, notamment : Quel sera le public cible ? Doit-on créer un concept plus participatif ?

De façon plus globale, Laura-Kim Dumesnil questionne «Comment nous, comme organisme régional (Consortium), peut-on aider à soutenir la participation, conserver une proximité avec les comités locaux et par conséquent les territoires ? Quel est le rôle du régional en ce qui concerne la participation citoyenne ?

Échanges avec les participants :

Les démarches régionales de développement social ne sont pas engagées directement avec les citoyens, elles ne sont pas à côté ou en parallèle avec le citoyen. Elles font plutôt un bon travail de diffusion des initiatives locales qui se déroulent sur les territoires d'une région (ex. vidéos, documents, etc.). Elles sont en soutien aux milieux, ainsi qu'un porte-voix des actions locales et territoriales dans nos régions. Elles sont aussi un espace de réflexion.

De là provient l'importante de faire connaître, de se faire connaître pour «allumer une flamme» et adapter notre message selon ceux et celles à qui on s'adresse (des initiés, des convaincus, etc.). Nous devons sortir de notre zone de confiance pour aller plus loin.

C'est une très bonne idée de conserver une proximité avec les comités locaux de développement social, car c'est notre rôle, au régional, d'accompagner les territoires. Au régional, on est au service des milieux (outils, moyens, soutien, fonds, etc.). Et le national, au service des régions.

Pour plus d'information :

Contenu échangé dans le cadre du panel et vidéos d'actions inspirantes dévoilées et les diaporamas des promoteurs de ces actions

<http://consortium-mauricie.org/Default.aspx?idPage=25#Pleins>

[Photos de l'événement](#) sur Facebook

[Communiqué](#) post-événement

Lien vers une page sur notre jeu Bouche-à-oreille pour susciter la participation citoyenne! <http://consortium-mauricie.org/Produit.aspx>

Conclusion

Présentée par : Paul Bureau, président du RQDS

Paul Bureau remercie les représentantes de la région de la Montérégie Est, Mmes Annie Morin, adjointe au développement et Pascale Vincelette, conseillère en développement régional, de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Montérégie Est pour leur accueil.

Le président remercie également les présentatrices de cette activité d'automne, soit Sonia Racine, conseillère chez Communagir, Maïa Poulin, Conseillère chez Niska et ancienne coordonnatrice de l'Observatoire estrien du développement des communautés (OEDC), Mmes Laura-Kim Dumesnil, conseillère en développement et Marie-Soleil Pinsonnault, conseillère en communication au Consortium en développement social de la Mauricie, de même que les personnes à l'organisation de l'activité Christiane Lussier et Lisa Gauthier.

«Il faut battre le fer pendant qu'il est encore chaud»

La prochaine activité printanière du RQDS aura lieu à St-Jean-de-Matha dans la région de la Lanaudière les 15 et 16 mai prochains.

Le conseil d'administration du RQDS a été sollicité par le MESS pour une importante consultation sur un nouveau plan d'action gouvernemental en action communautaire et déposera à cet effet le 16 décembre prochain au Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) un document réunissant la position des démarches régionales de développement social. Le conseil d'administration remercie les membres pour leur contribution à la réflexion du conseil d'administration sur le positionnement. Un mémoire sera rédigé et transmis aux membres pour bonification et validation.

Le RQDS participera également en décembre à une consultation sur les nouvelles orientations de la Fondation Lucie et André Chagnon. Le conseil d'administration tiendra les membres informés à ce sujet.